****

[**Atelier 1: Les démocraties résilientes: l’impact positif de l’action civique et de la société civile organisée**](https://www.eesc.europa.eu/en/agenda-items/workshop-1-resilient-democracies-positive-impact-civic-action-and-organised-civil-society)

Organisé par: Volonteurope, le Service d’action des citoyens européens (ECAS), le Forum civique européen et la section «Emploi, affaires sociales et citoyenneté» (SOC) du CESE

**JDE 62 – Mercredi 12 juin 2019, de 14 h 30 à 17 h 30**

L’atelier se compose de deux sessions différentes articulées autour de deux domaines thématiques. La première table ronde consacrée aux expériences locales et de terrain, réunit autour de la médiatrice **Alexandrina Najmowicz**, la directrice du Forum civique européen, **Alessandra Sciurba** cheffe de l’équipe juridique et porte-parole de Mediterranea Saving Humans, **Giada Negri**, responsable des activités de sensibilisation et de politique pour la European Climate Foundation (ECF) chargée de développer le «Civic Space Watch» et **Assypa Kavrakova**, directrice du Service d’action des citoyens européens (ECAS) et auteure de l’étude commandée par le CESE intitulée: «Les sociétés hors des métropoles: le rôle des organisations de la société civile pour faire face au populisme»

Alexandrina Najmowicz ouvre la séance en rappelant le travail et le rôle de la société civile, des acteurs civiques et des citoyens actifs pour défendre les valeurs démocratiques et lutter contre l’érosion des systèmes de contre-pouvoirs démocratiques dans des pays qui sont de plus en plus attirés tendances autoritaires. Elle souligne que ces tendances sont également favorisées par le recul de la confiance envers les institutions et les processus démocratiques. Nous sommes les témoins d’une résilience démocratique croissante, exprimée par des citoyens eux-mêmes résilients, qui forment spontanément des groupes et des mouvements actifs.

Les participants écoutent un exposé retraçant l’expérience italienne de Mediterranea Saving Humans, une plateforme ouverte ou une action non gouvernementale (ANG), selon les termes de Alessandra Sciurba, à savoir un collectif de personnes individuelles et d’ONG, qui, en réponse à la criminalisation de la solidarité et des ONG s’emploie à sauver des migrants en mer. Un navire italien a été acheté, non seulement pour sauver des migrants, mais aussi pour contester la politique et la rhétorique actuelles du gouvernement italien en matière de migration.

Mediterranea Saving Humans a déjà mené 6 missions de suivi et de contrôle de la situation des droits de l’homme en mer et elle a aussi procédé au le sauvetage de personnes en détresse. Dans le même temps, une équipe juridique conteste légalement l’action du gouvernement en s’appuyant sur droit international et sur le droit constitutionnel italien. Alessandra Sciurba souligne également que l’Union et les gouvernements nationaux ont une responsabilité considérable et qu’ils ont soutenu l’accord italo-libyen sur la migration et la réinstallation, sachant que la Libye n’est aucunement un lieu sûr. L’ANG italienne est la cible de plusieurs attaques de la part du gouvernement italien qui a publié deux nouveaux décrets en la matière qu’il tente d’utiliser pour saisir le bateau. Mediterranea a reçu un soutien massif de la part des citoyens et elle a rapidement collecté de l’argent via une plateforme participative, ce qui lui a permis de donner naissance à plusieurs activités et actions de soutien civique partout en Italie, et elle reçoit le soutien d’Italiens vivant à l’étranger qui lèvent également des fonds pour soutenir les actions de Mediterranea et organiser des actions civiques. Alessandra Sciurba interpelle les institutions en rappelant que nous avons le devoir de défendre l’état de droit, en particulier en mer, et de faire cesser la criminalisation de la solidarité et des sociétés civiles. Elle affirme son opposition très nette à la collaboration et la coopération avec la Libye, un pays qui bafoue les droits de l’homme. Elle demande aussi que cesse l’instrumentalisation de la migration à des fins de propagande politique, que s’engage une lutte contre la traite des êtres humains, que, dans les zones de guerre, des canaux humanitaires soient ouverts aux migrants et enfin que s’applique le principe de non-retour forcé des migrants et des réfugiés vers des endroits peu sûrs.

Giada Negri, la deuxième intervenante, parle de l’initiative [«Civic Space Watch»](https://civicspacewatch.eu/), une plateforme collaborative en ligne promue par le Forum civique européen qui se propose d’observer plus efficacement la situation de l’espace civique dans l’ensemble de l’Europe en collectant toutes les alertes issues de la société civile, les analyses existantes et les ressources institutionnelles. La plateforme vise à soutenir la détection de toutes les alertes et d’aider à trouver des réponses aux problèmes posés. Au cours des dernières années, nous avons observé des tendances inquiétantes non seulement dans les démocraties nouvellement établies, mais aussi, de plus en plus, dans les démocraties dites «occidentales». La plateforme a également la possibilité de suivre l’action des sociétés civiles, des mouvements civiques ainsi que l’espace civique dans son ensemble. La collecte d’histoires personnelles destinées à être publiées dans la publication Activecitizenship fait également partie du projet. Giada fait remarquer que les différentes histoires et pratiques soulignent également l’exigence de changements structurels au sein de la société. Elle insiste aussi sur le fait que, si les menaces pesant sur les structures démocratiques sont de plus en plus fortes entraînant un sentiment de désaffection à l’égard des institutions, on observe que la société civile et les mouvements civiques bénéficient d’un surcroît de confiance. Par ailleurs, en guise de recommandations finales, elle insiste sur la nécessité d’actions qui reconnaissent le rôle actif de la société civile pour garantir un bon fonctionnement de la démocratie ainsi que pour mettre en place des instruments européens concrets pour surveiller l’espace civique ainsi que la nécessité de disposer de mécanismes venant affermir la défense du respect des droits de l’homme et des valeurs européennes. Enfin, elle recommande de créer plus d’espaces pour travailler ensemble et renforcer les capacités de la société civile, des citoyens et des mouvements civiques.

La troisième intervenante, Assya Kavrakova, directrice d’ECAS et auteure de [*«Les sociétés hors des métropoles: le rôle des organisations de la société civile pour faire face au populisme»*](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/publications-other-work/publications/les-societes-hors-des-metropoles-le-role-des-organisations-de-la-societe-civile-pour-faire-face-au-populisme-conclusions) commente les résultats de l’étude menée dans huit régions non métropolitaines de quatre pays et présentant des caractéristiques socio-économiques différentes, mais ayant toutes voté massivement pour des populistes:

* Klagenfurt-Villach et Basse-Autriche méridionale (Autriche)
* Drôme et Aisne (France)
* Udine et Reggio de Calabre (Italie), districts de Płock et de Nowy Sącz (Pologne).

L’étude a été commandée pour comprendre les facteurs qui influencent les choix électoraux des citoyens en faveur des partis populistes dans les zones non métropolitaines ainsi que pour donner un aperçu de la manière dont les organisations de la société civile agissent pour contrer le populisme et ce, dans l’optique de recommander de nouvelles actions citoyennes. Les conclusions soulignent que, dans chaque cas, les facteurs socio-économiques et culturels du populisme sont différents. Toutefois, certains facteurs sont plus puissants que d’autres et jouent un rôle plus important dans la diffusion du populisme. L’étude a montré que le phénomène ne résulte pas d’un facteur unique mais d’une interaction entre différents facteurs qui s’alimentent et se renforcent mutuellement. Les «angoisses» et les «peurs» ont souvent été invoquées par les personnes interrogées pour expliquer la montée du populisme sachant que la tactique principale des populistes consiste à manipuler les peurs populaires. Par ailleurs, les facteurs qui favorisent le populisme peuvent varier d’un groupe social à l’autre: Là où les groupes à revenu intermédiaire craignent une perte de leur statut, ceux à faible revenu craignent plus directement la perte de leur emploi ou de leurs revenus. Des différences existent entre les pays ainsi qu’entre les différentes régions d’un même pays.

L’étude met en évidence le fait que les citoyens et les organisations de la société civile (OSC) n’entendent pas de la même manière le terme de «populisme» et ne voient pas ce phénomène comme un type de problème spécifique. Les organisations de la société civile jouent un rôle crucial dans la lutte contre le populisme, lorsqu’elles apportent des services sociaux au nom de l’État ou des municipalités, lorsqu’elles luttent contre la propagation de désinformation en ligne ou qu’elles viennent soutenir la démocratie directe. Cependant, parmi les OSC actives dans les domaines analysés qui œuvrent à promouvoir les valeurs de l’Union, l’éducation civique et l’engagement, les libertés civiles, la démocratie directe, le soutien aux minorités, aux réfugiés et aux migrants et qui luttent contre la désinformation en ligne, seul un nombre marginal d’entre elles mettent en œuvre des activités susceptibles de contrecarrer le populisme en raison d’un manque de capacités sur les plans du financement, des infrastructures ou des ressources humaines. Ce constat démontre qu’il est nécessaire de soutenir la société civile, en particulier dans les régions non métropolitaines, en ce qui concerne aussi bien les ressources, que les connaissances, l’expertise ou le savoir-faire, afin de lui donner les moyens de jouer efficacement son rôle d’intermédiaire entre les citoyens et les décideurs dans la lutte contre le populisme.

Enfin, MmeKavrakova présente les recommandations de l’étude aux OSC et aux autres parties prenantes. Les recommandations soulignent la nécessité:

* de développer une base de connaissances sur le «populisme» afin d’orienter une approche taillée sur mesure pour s’attaquer à ses racines et ses manifestations;
* d’investir dans l’éducation civique formelle et informelle;
* de restaurer la sphère publique de dialogue et de discussion;
* de soutenir la société civile au niveau local;
* de pousser les partis traditionnels à innover et à chercher de nouvelles solutions pour donner aux citoyens une réponse aux préoccupations qu’exploitent les populistes;
* de compléter la démocratie représentative avec des éléments collaboratifs issus de la démocratie participative;
* de lutter à tous les niveaux contre la désinformation en ligne;
* de renforcer le rôle et les actions de l’Union en tant que gardienne des valeurs européennes et de la démocratie au niveau de l’Union et dans les États membres;
* d’encourager la communication et l’engagement de l’Union européenne;
* de stimuler l’internationalisation/l’européanisation au moyen d’échanges horizontaux, verticaux et multipartites, associant des régions non métropolitaines.

Après une vive discussion entre intervenants et participants, l’atelier est passé à la deuxième table ronde, axée sur les expériences nationales/transnationale. La modératrice **Oonagh Aitken** présidente Volonteurope, a réuni à ses côté **Christian Moos**, membre du groupe III du CESE (Allemagne), et rapporteur pour un avis intitulé [*«Une démocratie résiliente grâce à une société civile forte et diverse»*](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/une-democratie-resiliente-grace-une-societe-civile-forte-et-diverse-avis-dinitiative); **Bartosz Krakamek**, président du conseil d’administration de la *Open Dialogue Foundation* et **Timo Szczepanska**, chercheur à l’université de l’Arctique (UiT) en Norvège qui vient apporter une contribution illustrant un point de vue académique en la matière ainsi qu’une approche à plusieurs niveaux.

Dans la présentation de l’avis du CESE, **Christian Moss** souligne qu’une société civile forte et diversifiée est nécessaire à une démocratie résiliente. L’avis sur «Une démocratie résiliente grâce à une société civile forte et diverse» a été lancé en 2018 après une analyse du développement de tendances populistes dans plusieurs États membres. Une série de crises économiques et politiques, ainsi que l’impact de la révolution des médias numériques ont créé une atmosphère politique où les partis et les mouvements populistes peuvent s’épanouir. Partout où ces forces sont arrivées au pouvoir, nous avons vu se réduire l’espace dévolu à la société civile. Des partis populistes se développent en Hongrie, en Pologne, mais aussi récemment en Italie, en Allemagne, en Autriche ou en France. Ils sont présents dans tous les États membres de l’Union.

Même lorsqu’ils restent dans l’opposition, ils exercent une influence sur les politiques menées par les gouvernements, ce qui peut se traduire par une moindre ouverture, une tolérance plus faible et un recul du soutien apporté à une société civile diversifiée. La révolution numérique modifie fondamentalement les règles de communication et de délibération. Les nouveaux outils multiplient la peur et les préjugés. Des gens dont les opinions radicales et souvent infondées n’auraient jamais été entendues à l’ère pré-numérique trouvent aujourd’hui de puissantes caisses de résonnance. Les populistes et les extrémistes de droite se ont hélas montrés qu’ils étaient parmi les plus habiles pour utiliser les nouvelles technologies. Dans tous les États membres, la corruption constitue une menace pour la démocratie et l’état de droit, mais elle est tout particulièrement forte dans certaines parties de l’Europe du Sud et du Sud-Est.

Ils mettent en péril la cohésion de l’Union européenne comme celle de nos sociétés et ils menacent la société civile. La démocratie et la société civile avancent main dans la main.

L’avis du CESE a repéré quelques mesures à prendre pour renforcer les sociétés civiles et les médias afin de garantir la résilience de nos sociétés: la création d’un mécanisme européen de contrôle de l’état de droit et des droits fondamentaux, la mise en place d’un tableau de bord de la démocratie qui reflèterait la situation de la société civile dans les États membres et donnerait lieu à des recommandations de réforme spécifiques ainsi qu’à l’introduction de mesures correctives (sanctions) économiques. Le Comité se félicite de la nouvelle proposition de CFP visant à créer un nouveau pôle intitulé «Investissement dans le capital humain, la cohésion sociale et les valeurs», ainsi que la proposition d’un nouveau Fonds pour la justice, les droits et les valeurs. En outre, le CESE recommande d’allouer davantage de moyens et insiste pour que l’accent indispensable mis sur les valeurs ne doit pas se faire au détriment d’autres projets en faveur d’une plus grande cohésion sociale. L’avis recommande également de réduire la charge administrative imposée aux organisations de la société civile pour bénéficier d’un financement européen, d’attribuer un soutien direct au renforcement des capacités et d’accorder une plus grande attention aux parties prenantes dans les régions isolées et les zones rurales.

L’intervenant suivant, **Bartosz Krakamek**, président du conseil d’administration de la Open Dialogue Foundation, se concentre sur l’expérience de la Pologne où les institutions sont peu à peu démantelées, mais où, dans le même temps, la résistance des citoyens s’accroît. Il affirme que l’un des principaux objectifs du gouvernement polonais actuel consiste à défaire les mécanismes d’équilibre entre les pouvoirs dans le but de ruiner l’indépendance de chaque institution. Ces dérives ont toutefois favorisé la résilience de la société civile qui a permis l’émergence de mouvements civiques de grande ampleur. Les médias traditionnels grand public ont perdu leur indépendance et ils sont utilisés à des fins de propagande pour discréditer aussi bien ces mouvements que les responsables politiques de l’opposition, les militants civiques et tous ceux qui défendent la Constitution. Le discours dominant dénonce des influences étrangères souhaitant porter atteinte à la souveraineté nationale de la Pologne. Le gouvernement recourt de surcroît à des accusations administratives pour briser le mouvement et trouver divers moyens de réduire au silence des militants (voir par exemple, l’expulsion de citoyens ukrainiens en utilisant le système européen de protection des données). M. Krakamek considère qu’il est nécessaire d’agir. Les institutions européennes doivent être davantage associées à la défense et à la promotion du rôle de la société civile. Il est en outre nécessaire d’allouer davantage de moyens à la société civile pour garantir son indépendance, et aussi de créer des instruments et des mécanismes plus puissants pour défendre l’état de droit et l’article 7.

Le dernier intervenant, Timo Szczepanska, est doctorant et chercheur à l’université de l’Arctique (UiT) en Norvège. Ses travaux de recherche étudient la manière dont l’on peut appuyer les processus décisionnels en recourant aux méthodes de simulation sociale, où la participation des citoyens à des projets scientifiques joue un rôle central. Son intervention s’interroge sur la manière dont le changement climatique affecte la viabilité des démocraties et l’impossibilité de lier confiance et gouvernance en ce qui concerne les questions environnementales. Il étudie les différentes manières dont les citoyens construisent la cohésion sociale et cherche à comprendre comment les gens pensent un problème collectif. Ses recherches créent des simulations mobiles en collaboration avec des acteurs transsectoriels tels que les municipalités ou les organisations de la société civile. Certaines de ses conclusions font apparaître que les populations se sentent frustrés par l’absence de processus participatifs, lesquels restent difficilement accessibles. Il souligne que les processus participatifs sont au cœur de la démocratie, mais qu’il n’existe pas de modèle unique à appliquer au niveau local. Ses travaux révèlent également un manque d’espaces pour réfléchir et débattre les uns avec les autres. Le rôle de la science consiste à analyser ce qui se passe sur le terrain et à élaborer des théories pour rétablir la confiance entre la gouvernance, la société civile et les citoyens. Dans la société, il est nécessaire d’engager des dialogues pour que la confiance se construise sur une base élargie.

Après les deux tables rondes et les discussions engagées sur la base des recommandations, les ateliers ont mis en exergue les conclusions et recommandations suivantes:

* Il convient d’adopter une position claire contre la stigmatisation et la criminalisation de la société civile et d’apporter un soutien, y compris financier, à ses différents acteurs qui défendent les valeurs démocratiques et les droits fondamentaux, tant au niveau local que transnational.
* Il faudrait mettre en œuvre un Semestre européen de la démocratie, assorti d’un tableau de bord de la démocratie et d’un système de suivi permettant d’évaluer, sur une base annuelle, la situation de la démocratie, des droits fondamentaux et de l’espace civique dans les États membres de l’UE.
* Il aurait lieu de restaurer une sphère publique et des infrastructures de dialogue et de discussion, en particulier dans les zones rurales ou périphériques où les gens se sentent abandonnés par la politique actuelle.
* Les partis qui s’opposent aux valeurs fondamentales, telles que consacrées par l’article 2 du TUE, devraient être exclus des formations politiques auxquelles ils appartiennent au niveau européen ainsi que des groupes politiques du Parlement européen.